

**Statut de Jérusalem - Israël et
territoires palestiniens - États-Unis -
Réponse de M. Christophe
Castaner, secrétaire d'État chargé
des relations avec le Parlement, à
une question d'actualité au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 12 décembre 2017)

(Question sur la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël)

Monsieur le Député,

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y transférer l'ambassade des États-Unis sème le trouble dans la communauté internationale. Dans sa réponse à Hugues Renson, M. le Premier ministre a rappelé la position de la France qui, vous aurez pu le noter, rassemble au-delà même de la majorité.

La situation troublée au Moyen-Orient révèle un besoin d'Europe. Il convient que les États membres parlent d'une même voix. Dès lundi, les ministres des affaires étrangères réunis en conseil ont abordé le sujet - c'était nécessaire - et rencontré le Premier ministre israélien. Il sera de nouveau question de ce sujet lors du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

Vous avez pu entendre le président de la République, après sa rencontre avec le Premier ministre israélien dimanche, réaffirmer la position de la France : on peut être très attentif à la sécurité, légitime, d'Israël et poser en même temps le principe de deux États vivant côte à côte, avec une capitale commune, Jérusalem, dont je rappelle que c'est le troisième lieu saint de l'islam. L'islam a besoin aussi de ce respect.

Plutôt que de crier, de hurler, de dénoncer, il est essentiel que nous soyons rassemblés pour protéger Israël et lui garantir les meilleures conditions de sécurité, en faisant vivre deux États côte à côte./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)